

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1592. – **MÉTALLURGIE DU VALENCIENNOIS
ET DU CAMBRÉSIS (NORD)**

(13 juillet 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)

*(Etendue par arrêté du 10 juillet 1991,
Journal officiel du 23 juillet 1991)*

AVENANT DU 1^{ER} JUILLET 2005

**RELATIF À LA VALEUR DU POINT À COMPTER DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2005
ET À LA PRIME DE PANIER DE NUIT**

NOR : ASET0551059M

IDCC : 1592

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie du Valenciennois et du
Cambrésis,

D'une part, et

La CGT-FO Valenciennes ;
La CGT-FO Cambrai ;
La CFTC Valenciennes ;
La CFTC Cambrai ;
La CFDT Valenciennes ;
La CFDT Cambrai ;
La CFE-CGC Valenciennes ;
La CFE-CGC Cambrai,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent avenant est conclu dans le cadre et en application de la
convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du
Cambrésis du 13 juillet 1990.

Il a pour objectif de fixer :

- d'une part la valeur du point servant de base de calcul aux rémunérations minimales hiérarchiques et à la prime d'ancienneté telles que prévues aux articles 9.3.1 et 9.8 de ladite convention collective et à par son annexe I ;
- d'autre part, le montant de la prime de panier de nuit prévue par l'article 10 de la convention susvisée.

Article 2

A compter du 1^{er} septembre 2005, la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 3,84 €.

Pour vérifier si le salarié a bénéficié d'un montant de prime d'ancienneté tel qu'il résulte de la présente valeur de point, il sera notamment tenu compte des éventuelles compensations de la prime d'ancienneté, accordées dans le cadre d'une réduction d'horaire, même si ces compensations ont été intégrées au salaire de base.

Article 3

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent notamment de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 9.8 de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Leurs valeurs seront adaptées à la durée effective de travail à laquelle sont soumis les salariés.

Article 4

La prime de panier de nuit est maintenue à 7,15 €.

Article 5

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension.

Article 6

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Valenciennes et Cambrai dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Valenciennes.

Fait à Valenciennes, le 1^{er} juillet 2005.

(Suivent les signatures.)